

Comité des Parties



Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul)

Rapport de la 10^e réunion

Strasbourg, 13 avril 2021

IC-CP/Inf(2021)RAP10

Publié en date du 4 juin 2021

Table de matière

Point 1 de l'ordre du jour	Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour.....	3
Point 2 de l'ordre du jour	Informations budgétaires et administratives	3
Point 3 de l'ordre du jour	Questions d'actualité.....	3
Point 4 de l'ordre du jour	État des signatures et des ratifications de la Convention d'Istanbul.....	3
Point 5 de l'ordre du jour	Échange de vues avec Marcelline Naudi, Présidente du GREVIO	4
Point 6 de l'ordre du jour	Cadre pour la supervision de la mise en œuvre des recommandations adressées aux États parties	4
Point 7 de l'ordre du jour	Déclaration du Comité des Parties à l'occasion du 10e anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention d'Istanbul	4
Point 8 de l'ordre du jour	Avis du Comité des Parties sur le projet de recommandation générale du GREVIO sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes.....	5
Point 9 de l'ordre du jour	Date de la prochaine réunion.....	5
Point 10 de l'ordre du jour	Désignation d'un rapporteur ou d'une rapporteure pour l'égalité de genre	5
Point 11 de l'ordre du jour	Questions diverses.....	5
Point 12 de l'ordre du jour	Adoption de la liste des décisions prises.....	5
Annexe I Ordre du Jour		6
Annexe II: Liste de présence.....		7

Point 1 de l'ordre du jour Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. Le Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (ci-après dénommés respectivement « le Comité » et « la Convention ») a tenu sa 10^e réunion le 13 avril 2021 à Strasbourg, par visioconférence. Il a adopté le projet d'ordre du jour de la réunion qui fait l'objet du document IC-CP(2021)OJ10 et qui est reproduit à l'annexe I. La liste des participants figure à l'annexe II.

Point 2 de l'ordre du jour Informations budgétaires et administratives

2. La Secrétaire exécutive informe le Comité des mesures exceptionnelles qui ont été autorisées par le Comité des Ministres pour les mécanismes de suivi ; ces mesures, qui visent à renforcer l'action de ces mécanismes, donnent la possibilité de déposer une partie des crédits non dépensés en 2020 sur un compte spécial, ce qui doit permettre de rattraper, en 2022-2023, une partie du retard pris dans les visites de suivi à cause de la limitation des déplacements imposée dans le cadre de la lutte contre la pandémie de covid-19. En conséquence, une personne supplémentaire sera recrutée au Secrétariat pour une durée de 24 mois à partir de 2022.

Point 3 de l'ordre du jour Questions d'actualité

3. Le Comité discute de la décision récente des autorités turques de se retirer de la Convention d'Istanbul. La Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, Mme Marija Pejčinović Burić, prononce un [discours](#) et échange sur la situation avec les membres du Comité et les participants. La Secrétaire Générale rappelle que c'est la première fois dans l'histoire du Conseil de l'Europe qu'un État se retire d'un traité majeur dans le domaine des droits de l'homme. Elle se déclare déterminée à défendre, promouvoir et préserver la Convention, ainsi qu'à élargir le cercle des Parties à ce traité et à contribuer à la diffusion d'un argumentaire positif et honnête, en s'appuyant notamment sur l'avis de la Commission de Venise sur les implications constitutionnelles de la ratification de la Convention d'Istanbul par l'Arménie ([CDL-AD\(2019\)018](#)).

4. Plusieurs délégations prennent la parole pour remercier la Secrétaire Générale de son ferme engagement en faveur de la Convention d'Istanbul. Elles déclarent regretter les dispositions prises par le Président turc et rappellent l'importance de la Convention. Elles soulignent la nécessité de déconstruire les discours fallacieux entourant la Convention et d'encourager les États signataires à ratifier le traité.

Point 4 de l'ordre du jour État des signatures et des ratifications de la Convention d'Istanbul

a) Mesures prises par les États membres du Conseil de l'Europe en vue de la ratification de la Convention d'Istanbul

5. Les délégations du Liechtenstein et de l'Ukraine donnent des informations sur le processus de ratification en cours dans leur pays respectif.

b) Déclarations et réserves

6. La Secrétaire exécutive informe le Comité que la Pologne a annoncé son intention de renouveler partiellement ses réserves et a indiqué pour quelles raisons. Conformément à l'article 79, paragraphe 3, de la Convention d'Istanbul, les autorités polonaises fourniront des explications au GREVIO quant aux motifs justifiant le maintien des réserves.

Point 5 de l'ordre du jour Échange de vues avec Marceline Naudi, Présidente du GREVIO

7. La Présidente du Comité rappelle que, conformément à son règlement intérieur, le Comité rencontre périodiquement le Président ou la Présidente du GREVIO afin d'être informé de l'état des travaux du groupe d'experts et de l'avancement de l'élaboration de ses rapports et de ses conclusions concernant les mesures prises par les Parties pour mettre en œuvre les dispositions de la Convention, ainsi que de toute autre question relative au fonctionnement du mécanisme de suivi de la Convention.

8. Sur la base des deux premiers rapports généraux sur les activités du GREVIO, Marceline Naudi présente les tendances et les défis liés à la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul qui se dégagent des rapports d'évaluation du GREVIO publiés jusqu'ici. Elle évoque l'impact de la pandémie de covid-19 sur la violence à l'égard des femmes et sur l'accès des victimes aux services de soutien. Elle informe le Comité de plusieurs aspects du travail du GREVIO, tels que le processus d'élaboration de sa première recommandation générale sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes, et sa participation à la plateforme des mécanismes de suivi indépendants, régionaux et des Nations Unies, sur les droits des femmes et la violence à l'égard des femmes (plateforme EDVAW). Marceline Naudi remercie les États parties pour leur coopération et pour l'importance qu'ils attachent à la procédure d'évaluation.

9. Plusieurs délégations prennent la parole pour remercier Marceline Naudi pour son travail et pour le travail du GREVIO. Elles fournissent des informations sur les mesures prises par leurs autorités pour améliorer la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul et pour donner suite aux conclusions du GREVIO. Il est aussi question de l'impact de la pandémie de covid-19, de la plateforme EDVAW et de la coordination avec d'autres organes de suivi actifs dans le domaine des droits de l'homme. Marceline Naudi se déclare intéressée par le cadre pour la supervision de la mise en œuvre des recommandations faites par le Comité des Parties ; elle se réjouit de la future coopération entre le GREVIO et le Comité sur cette question.

Point 6 de l'ordre du jour Cadre pour la supervision de la mise en œuvre des recommandations adressées aux États parties

10. La Présidente du Comité des Parties rappelle que, selon son règlement intérieur, le Comité supervise la mise en œuvre des recommandations qu'il a adressées aux États parties. À la suite de la discussion tenue lors de la 9^e réunion du Comité sur les modalités possibles de cette supervision, et à la suite de la décision, prise lors de la même réunion, d'élaborer un formulaire type qui servira à faire rapport au Comité, la Présidente du Comité présente une version révisée du cadre pour la supervision de la mise en œuvre des recommandations adressées aux États parties.

11. Deux délégations proposent des modifications à apporter au cadre. Le Comité discute des dispositions concernant la publication des différents documents de la procédure, ainsi que des modalités de participation des organisations non gouvernementales, de la société civile et des institutions nationales des droits de l'homme.

12. Avec une modification approuvée en cours de réunion, le Comité adopte le cadre pour la supervision de la mise en œuvre des recommandations adressées aux États parties.

Point 7 de l'ordre du jour Déclaration du Comité des Parties à l'occasion du 10^e anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention d'Istanbul

13. La Présidente du Comité informe le Comité que le 10^e anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention d'Istanbul sera célébré sous de nombreuses formes : une conférence virtuelle, organisée le 11 mai 2021 par le Conseil de l'Europe, avec la présidence allemande du Comité des Ministres ; toute une série de documents multimédias destinés à promouvoir la Convention d'Istanbul et à montrer les effets qu'elle a eus et les améliorations qu'elle a apportées ces 10 dernières années ; la publication d'une analyse horizontale des 17 rapports d'évaluation du GREVIO déjà publiés.

14. La Présidente rappelle la décision, prise lors de la 9^e réunion du Comité, d'adopter une déclaration à l'occasion du 10^e anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention d'Istanbul. En conséquence, le Comité examine les amendements proposés et adopte le texte de la déclaration avec les modifications approuvées en cours de réunion. Le Comité décide de donner à un État partie la possibilité de confirmer sa volonté de s'associer à la déclaration dans les jours suivants.

Point 8 de l'ordre du jour Avis du Comité des Parties sur le projet de recommandation générale du GREVIO sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes

15. La Présidente du Comité rappelle que le Comité a été invité à donner son avis sur le projet de recommandation générale du GREVIO sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes. Après l'adoption du projet de recommandation générale à sa dernière réunion, en février, le GREVIO a lancé un processus de consultation en demandant à plusieurs comités du Conseil de l'Europe de donner leur avis sur le projet. Leurs commentaires seront examinés par le GREVIO, qui décidera d'en tenir compte ou non dans la version finale de la recommandation générale.

16. La Présidente du Comité remercie toutes les délégations qui ont envoyé des commentaires et des propositions de reformulation pour que le GREVIO les examine. Ces contributions ont été rassemblées dans un avis synthétique destiné à être examiné et adopté par le Comité. L'avis est adopté avec les modifications approuvées en cours de réunion.

Point 9 de l'ordre du jour Date de la prochaine réunion

17. Le Comité décide de tenir sa prochaine réunion le 7 décembre 2021 à Strasbourg.

Point 10 de l'ordre du jour Désignation d'un rapporteur ou d'une rapporteure pour l'égalité de genre

18. Le Comité désigne Mme Jitske Bosch (Pays-Bas) comme rapporteure pour l'égalité de genre.

Point 11 de l'ordre du jour Questions diverses

19. La Présidente du Comité informe le Comité que le Comité des Ministres a décidé de communiquer au Comité des Parties la Recommandation 2196(2021) de l'Assemblée parlementaire intitulée « Les conséquences de la migration des travailleurs sur leurs enfants restés dans leur pays d'origine » pour information et commentaires éventuels (à soumettre pour le 30 avril 2021). La Présidente souligne l'importance de ce sujet, que le Comité des Parties pourrait traiter en lien avec l'évaluation de la situation dans certains pays, et suggère d'examiner attentivement cette recommandation.

Point 12 de l'ordre du jour Adoption de la liste des décisions prises

20. Le Comité adopte la liste des décisions telle qu'elle figure dans le document IC-CP/Inf(2021)LD10.

Annexe I **Ordre du Jour**

- 1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**
- 2. Informations budgétaires et administratives**
- 3. Affaires actuelles**
 - Echange avec la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Mme Marija Pejčinović Burić [10h00 - 10h30]
- 4. État des signatures et des ratifications de la Convention d'Istanbul**
 - a) Mesures prises par les États membres du Conseil de l'Europe en vue de la ratification de la Convention d'Istanbul
 - b) Mesures prises par l'Union européenne en vue de la ratification de la Convention d'Istanbul
 - c) Déclarations et réserves
- 5. Échange de vue avec Marceline Naudi, Présidente du GREVIO - [12h00 – 13h00]**
- 6. Cadre pour la supervision de la mise en œuvre des recommandations adressées aux États parties [IC-CP(2021)2].**
- 7. Déclaration du Comité des Parties à l'occasion du 10ème anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention d'Istanbul [IC-CP(2021)3].**
- 8. Avis du Comité des Parties sur le projet de recommandation générale du GREVIO sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes :**
 - Projet de recommandation générale du GREVIO sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes - **GREVIO/Inf(2021)2**
 - Avis du Comité des Parties sur le projet de recommandation générale du GREVIO sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes - **[IC-CP(2021)4].**
- 9. Date de la prochaine réunion**
- 10. Désignation d'un-e Rapporteur-e pour l'égalité de genre**
- 11. Questions diverses**
- 12. Adoption de la liste des décisions prises**

Annexe II: Liste de presence**BUREAU**

Ms Nina NORDSTROM
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of Finland to the Council of Europe

Mr Breifne O'REILLY
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of Ireland to the Council of Europe

Ms Albana DAUTLLARI
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of Albania to the Council of Europe

MEMBERS / MEMBRES**ALBANIA / ALBANIE**

Ms Sidita Gjipali
Deputy to the Permanent Representative
of Albania to the Council of Europe

ANDORRA / ANDORRE

Ms Mireia V. Porras García (tbc)
Cap d'Àrea de Polítiques d'Igualtat
Ministeri d'Afers Socials, Habitatge i Joventut

AUSTRIA / AUTRICHE

Ms Marie Theres PRANTNER
Austrian Federal Ministry of Education and Women's Affairs
IV/4 – Violence against Women and women-specific legislation

Ms Verena Wehmeyer
Austrian Federal Ministry of Education and Women's Affairs
IV/4 – Violence against Women and women-specific legislation

Mr Andreas BILGERI
Deputy to the Permanent Representative of Austria
to the Council of Europe

BELGIUM

Ms Marijke WEEWAUTERS
Institut pour l'Égalité des femmes et des hommes

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Ms Samra HADZIABDIC
Director
Agency for Gender Equality Bosnia and Herzegovina
Ministry for Human Rights and Refugees Bosnia and Herzegovina

CROATIA / CROATIE

Ms Sandra BATLAK
Advisor to the Minister at the Ministry for Demography
Family, Youth and Social Affairs of the Republic of Croatia

Ms Monika BEGOVIC
Ministry for Demography
Family, Youth and Social Affairs of the Republic of Croatia

CYPRUS

Ms Niki ANDREOU
Administrative Officer
Gender Equality Unit of the Ministry of Justice and Public Order.

DENMARK / DANEMARK

Ms Natasja WALBOM
Ministry of Justice of Denmark

ESTONIA

Ms Anne KRUUSEMENT
Adviser
Penal Law and Procedure Division
Estonian Ministry of Justice

Ms Kerli TIIK
Deputy to the Permanent Representative
of Estonia to the Council of Europe

FINLAND / FINLANDE

Ms Satu SISTONEN
Legal Counsellor
Unit for Human Rights Courts and Conventions
Legal Service
Ministry for Foreign Affairs of Finland

Ms Taina Riski
Secretary General of the National Coordination Body (NAPE)

FRANCE

M. Alexis RINCKENBACH
Chef du bureau des affaires européennes et internationales
Direction générale de la cohésion sociale
Ministère des affaires sociales et de la santé

GEORGIA / GÉORGIE

Ms Maka PERADZE
Head of the Human Rights Secretariat
Administration of the Government of Georgia

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Alina KUHL
Protection of Women from Violence, Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth

GREECE / GRÈCE

Ms Angeliki Papazoglou
Deputy Head of Directorate of social Protection and Counselling services
General secretariat for Family Policy and Gender Equality
Ministry of Labour and Social Policy

ICELAND / ISLANDE

Ms Hildur Sunna Pálmadóttir
Ministry of Justice

IRELAND / IRLANDE

Ms Laura Cooney
Community Safety, Criminal Justice Policy
Department of Justice

ITALY / ITALIE

M. Stefano PIZZICANNELLA

Mme Cordialina COPPOLA

LUXEMBOURG

Mme Isabelle SCHROEDER
Juriste
Politique sociale et Egalité hommes/femmes
Le Gouvernement du Grand -Duché de Luxembourg
Ministère de l'Egalité entre les femmes et les hommes

MALTA / MALTE

Ms Katya Unah
Assistant Director
Commission on Gender-based Violence and Domestic Violence
Ministry for Justice, Equality and Governance

MONACO

Mme Mariam TAVASSOLI ZEA
Adjointe au Représentant Permanent
de Monaco auprès du Conseil de l'Europe

MONTENEGRO

Ms Jovana RADIVIKOVIC
Senior Adviser III
Directorate for Social Welfare and Children Protection
Ministry of Labour and Social Welfare.

Ms Ana RADUSINOVIĆ
Deputy to the Permanent Representative
of Montenegro to the Council of Europe

NETHERLANDS

Mr Roeland BÖCKER
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of Netherlands
to the Council of Europe

Ms Jitske BOSCH
Senior policy advisor
Ministry of Health, Welfare and Sports
The Hague, The Netherlands

Ms Johanna PALM
Deputy to the Permanent Representative
of the Netherlands to the Council Europe

NORTH MACEDONIA

Svetlana CVETKOVSKA,
Ministry of Labour and Social Policy

Sector for Equal Opportunity

Mr Zoran BARBUTOV
Chargé d'Affaires a.i.
Deputy Permanent Representative
of North Macedonia to the Council of Europe

NORWAY / NORVEGE

Ms Hilde Marit KNOTTEN
Senior Advisor
Ministry of Justice and Public Security
Police Department

Ms Jannicke Elisabeth WITSØ
Deputy to the Permanent Representative
of Norway to the Council of Europe

POLAND / POLOGNE

Ms Alice NEFFE
Acting Director
Office of the Government Plenipotentiary for Equal Treatment

PORTUGAL

Ms Marta SILVA
Head of the Domestic Violence / Gender Violence Unit at the Commission for Citizenship and Gender Equality of Portugal

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Andreea PASCU
Head of unit – Gender Equality Unit
National Agency for Equal Opportunities between Women and Men

SAN MARINO / SAINT-MARIN

Mr Stefano PALMUCCI
Département des Affaires Etrangères
République de Saint Marin

SERBIA / SERBIE

Ms Gordana GAVRILOVIC
Adviser
Office of the Deputy Prime Minister and Minister of Mining and Energy

Ms Andja PETROVIC

SLOVENIA / SLOVENIE

Ms Sara SLANA
Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities of the Republic of Slovenia

SPAIN / ESPAGNE

Ms Barbara TARDON
Advisor to the Spanish Minister of Equality

Ms Izabel SANCHI
Advisor to the Government Delegation for Gender-Based Violence
Ministry of Equality

SWEDEN / SUÈDE

Ms Anna COLLINS-FALK
International Coordinator
Swedish Gender Equality Agency

SWITZERLAND / SUISSE

Mr Gian BEELI
Collaborateur scientifique « Domaine Violence »
Département fédéral de l'intérieur DFI
Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes BFEG

TURKEY / TURQUIE

Absent

PARTICIPANTS**STATES WHICH HAVE SIGNED BUT THE BUT NOT YET RATIFIED THE CONVENTION****ARMENIA/ ARMENIE**

Ms Lena TERZIKYAN
Représentation Permanente de l'Arménie auprès du Conseil de l'Europe

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Mr Jan ŠKERŮ
Deputy to the Permanent Representative

LATVIA/LETTONIE

Mr Jānis KĀRKLIŅŠ
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of Latvia
to the Council of Europe

LIECHTENSTEIN

Ms Helen LOREZ
Deputy Permanent Representative of Liechtenstein
to the Council of Europe

UNITED KINGDOM

Mr Mark GOREY
Permanent Representation of the United Kingdom to the Council of Europe

UKRAINE

Ms Kateryna LEVCHENKO
Government Commissioner for Gender Equality Policy

OTHER COUNCIL OF EUROPE BODIES / AUTRES INSTANCES DU CONSEIL DE L'EUROPE**European Union / Union européenne**

Ms Meglena KUNEVA
Ambassador
Head of the European Union Delegation to the Council of Europe

Conference of the INGOs of the Council of Europe / Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Anne NEGRE

INVITEES

Ms Marija PEJČINOVIĆ BURIĆ
Secretary General of the Council of Europe

Ms Marceline NAUDI
President of GREVIO

Secretariat of the monitoring mechanism of the Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence / Secrétariat du mécanisme de suivi de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

Ms Johanna NELLES
Executive Secretary / Secrétaire exécutive
Head of the Violence against Women Division / Cheffe de la Division Violence à l'égard des femmes

Ms Elif Sariaydin
Administrator / Administratrice

Ms Camille GOY
Project assistant

Ms Christine EBEL
Assistante administrative principale

Ms Irida VARFI-BOEHRER
Administrative Assistant / Assistante administrative

INTERPRETERS / INTERPRETES

Mr Luke TILDEN
Ms Lucie DE BURLET
Mr Jean-Jacques PEDUSSAUD
Mr Rémy JAIN